

# 1. Appui aux centres de récupération nutritionnelle

## Côte d'Ivoire



Bénéficiaire dans son jardin potager, Côte d'Ivoire  
© FAO, Patrick David

### TITRE DU PROJET

“Appui aux centres de récupération nutritionnelle”

### OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire et promouvoir la diversité alimentaire grâce à la mise en place de jardins potagers ménagers, à l'éducation nutritionnelle, aux bonnes pratiques et à une bonne hygiène alimentaires.

### CONTEXTE

En Côte d'Ivoire, le problème majeur de la sécurité alimentaire et de la nutrition est l'accès des ménages les plus vulnérables à une alimentation diversifiée et de qualité, problème aggravé par les conséquences de la crise de 2002 (déplacements de populations, paupérisation, problème d'accès aux champs et perte de patrimoine, etc.). La production vivrière des ménages est insuffisante et les habitudes alimentaires sont souvent inadéquates, notamment dans le cadre du sevrage et de l'alimentation des jeunes enfants, malgré la disponibilité de produits alimentaires variés sur le marché. Les Régions de l'ouest et du nord de la Côte d'Ivoire sont parmi les plus touchées par la malnutrition aiguë et chronique. Selon les résultats de l'enquête SMART (juin 2009), ces indicateurs de malnutrition révèlent une situation encore très préoccupante dans ces zones du pays.

### BÉNÉFICIAIRES CIBLES

Mères et autres accompagnateurs avec au moins un enfant malnutri traité dans les Centres Nutritionnels Thérapeutiques (CNT), Supplémentaires (CNS) ou communautaires (CNC), dont certains sont ambulatoires (mobiles).

### PROJET

L'Union européenne, à travers le projet OSRO/IVC/602/EC financé par ECHO, les Nations Unies, à travers le projet OSRO/IVC/606/CHA financé par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), la Suède, à travers le projet OSRO/IVC/701/SWE, la Belgique, à travers le projet OSRO/IVC/702 BEL et les Etats-Unis d'Amérique, à travers les projets OSRO/IVC/703/USA et OSRO/IVC/901/USA ont financé ce programme pilote entrepris depuis juillet 2006 dans les Centres Nutritionnels (CN) des régions des Montagnes, des Savanes, du Denguélé et du Moyen Cavally. La mise en œuvre des activités a été effectuée en collaboration avec le Programme National de Nutrition (PNN), l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADFR), des ONG locales, et des Centres de Santé. Les ajustements progressifs effectués au cours de la mise en œuvre de ce programme ont permis d'aboutir à une méthodologie efficiente décrite ci-dessous:

1/ évaluation de la situation avec le PNN, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Action contre la Faim (ACF) et le Fonds des Nation Unies pour l'Enfance (UNICEF) et évaluations des besoins des bénéficiaires;

2/ développement de matériel de formation (boîte à images, manuel du formateur...), et organisation d'ateliers de formation des partenaires (éducation nutritionnelle, sensibilisation, etc.) et préparation des plans d'action et de la coordination des partenaires;

3/ réalisation par les partenaires de jardins potagers de démonstration situés à proximité des centres de nutrition;

4/ mise en œuvre de sessions de formation dans les CN comprenant: • sessions d'éducation nutritionnelle de 20 minutes à 3 heures, en groupes de 8 à 20 personnes, traitant de thèmes différents chaque semaine (malnutrition, alimentation des jeunes enfants et des femmes enceintes, hygiène alimentaire, intérêt du jardin potager, etc.);

• démonstrations culinaires de préparation de repas nutritifs et équilibrés – notamment pour les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes - à partir des aliments disponibles localement, en particulier les légumes et légumineuses. Les démonstrations sont supervisées par une nutritionniste;

• sessions de formation aux techniques de maraîchage de 30 minutes à 2 heures, en groupes de 10 à 15 personnes, avec applications sur le terrain dans un jardin potager de démonstration;

5/ distribution d'intrants agricoles (semences de légumes, une binette locale (daba), une houe industrielle et un arrosoir) aux bénéficiaires ayant reçu les trois formations susmentionnées. La participation à toutes les formations indique la motivation des bénéficiaires à réaliser des jardins « de case » pour améliorer leur nutrition une fois de retour dans leurs villages respectifs. Elles leur fournissent les capacités et compétences nécessaires à cette fin.

### PRINCIPAUX ACTEURS

Au niveau national, le PNN du Ministère en charge de la Santé a participé au développement du curriculum des activités d'éducation nutritionnelle ainsi qu'à la préparation des outils de formation (modules de formation des formateurs et boîtes à images pour la formation des bénéficiaires). Le PNN, l'UNICEF, le PAM et ACF interviennent dans la détermination des zones d'intervention du projet. La FAO assure la coordination, la formation des partenaires et fournit du matériel d'éducation nutritionnelle ainsi que les intrants agricoles à distribuer.

Au niveau du terrain, les activités sont réalisées par différentes institutions locales: ANADER, Animation Rurale de Korhogo (ARK), Caritas, Croix-Rouge, Centre social de Guiglo, IDE-Afrique, Organisation pour la Mission d'Eden en Christ (OMEC), Organisation volontaire du développement local (OVDL) en collaboration avec la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, MSF-France et MSF-Hollande en charge des centres nutritionnels, l'Etablissement Sanitaire de Premier Contact (ESPC) de Bahouakaha, les centres de santé de Kaniasso, Tiémé, Bolona, Kanakono, Koni, Napié, Komborodougou, Zouan-Hounien, Glanleu et Téapleu. La coordination de ces différents acteurs spécialisés en nutrition, agriculture et santé a permis de créer une approche intégrant sécurité alimentaire et nutrition, théorie et pratique, traitement et prévention de la malnutrition.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Pour l'année 2009, 293 professionnels des institutions locales partenaires ont été formés sur le rôle des jardins potagers et des démonstrations culinaires dans la nutrition au niveau communautaire et sur la réalisation d'enquêtes qualitatives rapides. Cette formation s'est adressée aux personnes en charge de l'aspect nutrition au sein des centres de santé, aux agents de santé communautaire (ASC) et aux techniciens agricoles impliqués dans le projet. Les ateliers de formation ont aussi permis le développement d'un plan d'action pour chaque partenaire, la coordination entre partenaires pour la sélection et la prise en charge des bénéficiaires, la présentation et modification -suivant les commentaires des partenaires- des outils de formation pour l'éducation nutritionnelle, afin de s'assurer de la meilleure appropriation possible de ces outils. La formation a contenu des mises en situation, des visites de terrain et des exercices pratiques. Des exemplaires du Guide de Nutrition Familiale de la FAO, des manuels de formation et des boîtes à images ont été distribués aux partenaires.

## RÉSULTATS POSITIFS

- 2006, 17 CN avec 2 000 ménages assistés (à l'Ouest et au Nord).
- 2007, 10 CN avec 2 900 ménages assistés (à l'Ouest et au Nord) et 10 jardins scolaires à Toulepleu.
- 2008, 10 CN avec 2 200 ménages assistés (à l'Ouest et au Nord).
- 2009, 12 CN avec 1 600 ménages assistés et 232 ASC formés (à l'Ouest et au Nord).
- Diminution des rechutes.
- Réalisation satisfaisante des recettes et enthousiasme de la part des mamans lors des démonstrations culinaires, avec une reprise des recettes apprises dans les ménages.
- Amélioration des connaissances et des pratiques nutritionnelles des mères.
- Bonne appropriation du projet par les partenaires locaux, avec de nombreuses initiatives (ex. insertion de semences locales à haute valeur nutritionnelle dans les kits distribués et dans les jardins de démonstration, tels que légumes-feuilles et arbres fruitiers, non-inclus dans les intrants fournis par la FAO).
- Très bonne implication et collaboration du PNN et des acteurs spécialisés en nutrition.



Administration de questionnaire CAP à Karhogo

**Suivi et évaluation:**  
L'évaluation de l'impact du projet se fait à travers l'observation des rechutes dans les CN, la visite des jardins potagers réalisés par les bénéficiaires - difficile du fait des distances - et la réalisation d'enquêtes qualitatives rapides (CAP) auprès des bénéficiaires.

## QUELQUES DIFFICULTÉS

Difficultés dans l'organisation des sessions d'éducation nutritionnelle: groupes trop importants; sites peu propices au calme; longues attentes; difficultés à trouver un compromis entre la nécessité des bénéficiaires à rentrer au plus tôt chez eux et le temps nécessaire à compléter le cycle complet de formation (rendant difficile l'achèvement de tous les thèmes et la pérennisation du programme au sein des centres de santé).

## RECOMMANDATIONS POUR L'EXTENSION ET/OU LA REPLICATION DU PROJET

- Assurer la bonne collaboration entre les différents partenaires.
- Réaliser des ateliers de formation et sensibilisation des partenaires (en nutrition, techniques de maraîchage, de formation/éducation et d'évaluation, etc.) permettant aussi de poser les bases de l'organisation du travail et de la coordination.
- Promouvoir et sensibiliser tous les acteurs locaux disponibles afin d'élargir le rayon d'action pour le suivi des bénéficiaires dans les villages, après les formations: ex. agents de terrain du Ministère de l'Agriculture visitant les villages dans le cadre de leurs fonctions et pouvant faciliter la pérennisation des activités.
- Analyser les habitudes alimentaires et leurs évolutions dans le temps ainsi que les différences d'une région à l'autre, afin de prendre en compte les particularités environnementales et culturelles.
- Sélectionner des lieux de formation calmes et faire des sessions courtes (20min) avec max. 15 personnes.
- Renforcer les activités lors des pics d'admission (périodes de soudure).
- Privilégier les thèmes de l'alimentation des femmes enceintes ou allaitantes, des enfants au sevrage et des jeunes enfants.
- Promouvoir l'allaitement exclusif et l'utilisation des légumes-feuilles et des sources de protéines (poisson, viande, légumineuses) en quantités suffisantes pour l'alimentation des jeunes enfants et des femmes enceintes ou allaitantes.
- Inclure les techniques d'agriculture organique et à bas coût dans la formation maraîchère: ex. préparation d'engrais à base de compost, utilisation de techniques biologiques de lutte contre les insectes, jardins surélevés et techniques de gestion de l'eau (utilisation des eaux usées, stockage de l'eau, etc.).
- Prévoir des sessions-clés repassant les points les plus importants pour les bénéficiaires ayant raté certaines sessions.
- Distribuer les kits d'intrants aux bénéficiaires ayant suivi toutes les formations, ayant accès à une parcelle adaptée à la mise en place d'un jardin, étant motivés à réaliser le jardin rapidement.
- Évaluer les connaissances et comportements (étude CAP – Connaissances, Attitudes et Pratiques) des bénéficiaires lors de l'admission dans les centres et deux ou trois mois après la décharge.
- Développer des activités génératrices de revenus autour des centres de nutrition avec l'appui des partenaires au programme, afin de garantir la pérennité des activités après le projet.
- Identifier et retenir les zones d'origine des enfants malnutris et les intégrer dans les programmes agricoles des partenaires (programmes agricoles de contre saison notamment ceux de la FAO), programmes de santé et d'éducation.
- Renforcer les modules de formation sur l'alimentation des personnes vivant avec le VIH-SIDA.
- Diffuser largement la boîte à images aux partenaires impliqués dans des activités socio-éducatives, notamment auprès des enfants et des personnes atteintes par le VIH-SIDA.

En conclusion, la mise en œuvre du programme d'appui aux centres de récupération nutritionnelle contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment les OMD 1 à 6: extrême pauvreté et faim, éducation, autonomisation des femmes, mortalité infantile, santé maternelle et VIH-SIDA.

## CONTACTS

Luc Genot, Coordinateur de l'Unité d'Urgence, FAO Côte d'Ivoire. [luc.genot@fao.org](mailto:luc.genot@fao.org)

Patrick David, Assistant Coordinateur - Analyste de la sécurité alimentaire, Bureau Sous-régional de la FAO pour les Opérations d'Urgence et de Réhabilitation en Afrique de l'Ouest/Sahel, Dakar, Sénégal. [patrick.david@fao.org](mailto:patrick.david@fao.org)